

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n<sup>o</sup> 82

**Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire**

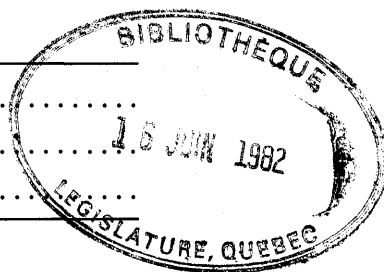
---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---



PRÉSENTÉ

Par M. GUY TARDIF

Ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de promouvoir la construction domiciliaire.*

*À cette fin, il prévoit que les travailleurs et les employeurs de la construction pourront contribuer à un fonds de relance de la construction domiciliaire.*

*Cette contribution des travailleurs et des employeurs de la construction, aux termes du projet de loi, sera définie par règlement du gouvernement après entente avec les associations de salariés et les associations patronales de la construction.*

*Le projet de loi habilite, de plus, l'Office de la construction du Québec à percevoir ces contributions financières des salariés et des employeurs et à en faire remise à l'organisme sans but lucratif créé aux fins d'administrer le programme de relance de la construction et composé majoritairement des représentants des organismes y contribuant.*

*Ce projet de loi prévoit, en outre, que, dans le but d'encourager la construction ou la rénovation domiciliaires, chaque municipalité pourra établir un fonds de subvention, constituer une réserve foncière, et, le cas échéant, renoncer en tout ou en partie aux droits perçus sur les mutations immobilières.*

*Ce projet de loi habilite également les ingénieurs, les arpenteurs-géomètres et les notaires à collaborer à la relance de la construction domiciliaire en autorisant le gouvernement à leur permettre de convenir d'honoraires professionnels en deçà de leur tarif d'honoraire minimum, selon des modalités qui seront déterminées par règlement après entente avec les ordres professionnels concernés.*

*Le projet de loi contient enfin des dispositions particulières relatives à la date de cessation d'effet du programme de relance et prévoit des mesures transitoires.*

# Projet de loi n° 82

Loi visant à promouvoir la construction domiciliaire

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

## CHAPITRE I

### LES SALARIÉS ET LES EMPLOYEURS DE LA CONSTRUCTION

**1.** À la demande des associations de salariés de la construction représentatives à un degré de plus de 50% selon la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) et de la majorité des associations patronales visées à l'article 17 des Statuts et Règlements de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, adoptés par l'arrêté en conseil 145-76 du 21 janvier 1976 publié à la *Gazette officielle du Québec* du 28 janvier 1976 et modifiés par les arrêtés en conseil 461-79 et 462-79 du 15 février 1979 publiés à la *Gazette officielle du Québec* du 28 février 1979, le gouvernement peut, par règlement, prescrire, dans les cas, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, une contribution des employeurs et des salariés au sens de cette loi, en vue de financer un programme pour favoriser la construction domiciliaire.

Cette contribution est établie sur la base des travaux régis par la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et en fonction des heures travaillées par les salariés. Dans le cas des salariés, cette contribution peut aussi être prise sur les contributions à leur régime supplémentaire de rentes prévues dans le décret relatif à l'industrie de la construction adopté en vertu de chapitre VI de cette loi.

L'employeur retient alors la contribution du salarié sur son salaire et la remet à l'Office de la construction du Québec, avec sa contribution, en même temps que son rapport mensuel.

**2.** L'Office a, pour la perception des contributions des employeurs et des salariés, les mêmes pouvoirs que ceux que prévoit la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction pour la perception d'une contribution ou d'une cotisation imposée par décret.

**3.** Le gouvernement désigne un organisme sans but lucratif pour administrer, dans les cas, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, un programme destiné à favoriser la construction domiciliaire.

Cet organisme est composé majoritairement de représentants des organismes qui contribuent à la relance de la construction domiciliaire.

**4.** L'Office remet les contributions qui lui sont versées à l'organisme désigné en vertu de l'article 3, selon les modalités qu'ils déterminent par entente.

**5.** Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*.

## CHAPITRE II

### LES CORPORATIONS PROFESSIONNELLES

**6.** À la demande de l'Ordre des arpenteurs-géomètres, de la Chambre des notaires du Québec ou de l'Ordre des ingénieurs du Québec, le gouvernement peut, par règlement, dans les cas, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, permettre aux membres de ces corporations professionnelles de convenir d'honoraires inférieurs à ceux que prévoit leur tarif d'honoraires professionnels pour les activités reliées à la construction domiciliaire ou fixer, pour ces activités, un tarif inférieur en remplacement de leur tarif en vigueur.

Ces règlements entrent en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*.

## CHAPITRE III

### SECTION I

#### FONDS DE SUBVENTION

**7.** Une municipalité, autre qu'une municipalité de comté ou une municipalité régionale de comté, peut, par règlement, constituer un fonds de subvention pour promouvoir la construction ou la rénovation domiciliaires.

Les deniers requis pour ce fonds peuvent provenir d'emprunts ou être pris sur le fonds général de la municipalité ou sur le fonds spécial visé au paragraphe 8° du deuxième alinéa de l'article 115 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1).

**8.** La municipalité adopte, par règlement, un programme de subvention qui détermine le montant et les conditions d'octroi des subventions ainsi que les modalités d'application du programme.

**9.** Un règlement adopté aux fins de l'article 7 ou en vertu de l'article 8 ne requiert que l'approbation de la Commission municipale du Québec.

Ce règlement entre en vigueur conformément à la loi qui régit la municipalité.

### SECTION II

#### RÉSERVE FONCIÈRE

**10.** Une municipalité, autre qu'une municipalité de comté ou une municipalité régionale de comté, peut constituer une réserve foncière pour promouvoir la construction domiciliaire.

La municipalité peut, à cette fin, utiliser tout immeuble dont elle est propriétaire ou acquérir tout immeuble qu'elle juge approprié.

**11.** La municipalité peut, avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, aliéner à des fins domiciliaires un immeuble de sa réserve foncière.

Cette aliénation peut être à titre gratuit ou pour un montant inférieur à la valeur réelle de l'immeuble ou à son coût d'acquisition si elle est faite en faveur du gouvernement, de l'un de ses ministères ou organismes, d'une corporation scolaire, d'une coopérative d'habitation ou d'un organisme sans but lucratif constitué à des fins d'habitation.

Cette aliénation peut aussi être pour un montant inférieur à la valeur réelle de l'immeuble ou à son coût d'acquisition si elle est faite à l'enchère publique ou par soumissions publiques.

**12.** Les montants provenant de l'aliénation d'un immeuble de la réserve foncière doivent être déposés dans un fonds spécial pour la constitution ou l'administration de cette réserve ou affectés au fonds de subvention, le cas échéant.

### SECTION III

#### DROIT DE MUTATION

**13.** Une municipalité peut, par règlement, réduire le montant d'un droit imposé en vertu de l'article 2 de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39), ou renoncer à la perception de ce droit, lorsque le transfert au sens de cette loi concerne des immeubles domiciliaires neufs d'une catégorie établie dans ce règlement.

### CHAPITRE IV

#### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

**14.** La présente loi s'applique malgré toute disposition générale ou spéciale inconciliable.

**15.** La présente loi cesse d'avoir effet le 1<sup>er</sup> juillet 1986.

Cependant le gouvernement peut, par proclamation, fixer une date de cessation d'effet antérieure au 1<sup>er</sup> juillet 1986; cette proclamation doit être publiée à la *Gazette officielle du Québec* au moins trente jours avant la date qui y est fixée.

**16.** Lorsque le chapitre III cesse d'avoir effet, les montants du fonds de subvention qui ne sont pas engagés et ceux du fonds spécial visé à l'article 12 sont versés au fonds général de la municipalité.

**17.** Lorsque la section II du chapitre III cesse d'avoir effet, les immeubles de la réserve foncière doivent, dans l'année qui suit la cessation d'effet de cette section, être vendus soit à l'enchère publique, soit après demande de soumissions publiques, soit de toute autre façon approuvée par la Commission municipale du Québec.

Cependant, le ministre des Affaires municipales peut, à la demande d'une municipalité, prolonger ce délai pour des raisons qu'il juge satisfaisantes et pour la période qu'il détermine, ou permettre à la municipalité de conserver les immeubles de la réserve foncière dont elle a besoin pour ses fins.

**18.** Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur est chargé de l'application de la présente loi.

**19.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence au chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

**20.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.